



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 février 2015 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-02-02 /09

OBJET: Compte rendu des dernières décisions prises par la Présidente en vertu des attributions déléguées par le conseil communautaire.

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février 2015 à 19h32, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Carol, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épouse ARPHÉXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine
Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson
Mme OUJAGIR Nadia à M. ANZALA Jean
M. ROUX Harry à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme MEKEL Alexina, Mme SERMANSON Sylvia

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, portant délégation d'attributions à la Présidente ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant qu'en vertu de la délibération visée, la Présidente a reçu du conseil communautaire délégation d'attributions.

Considérant qu'en vertu des dispositions du CGCT, qu'il appartient à la Présidente de rendre compte au conseil des décisions ainsi prises.

Considérant que la liste de ces décisions était annexée à la note de synthèse explicative adressée aux conseillers communautaires.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De prendre acte des décisions prises la Présidente en vertu des délégations d'attributions accordées par le conseil communautaire par délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, conformément à la liste annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2: La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

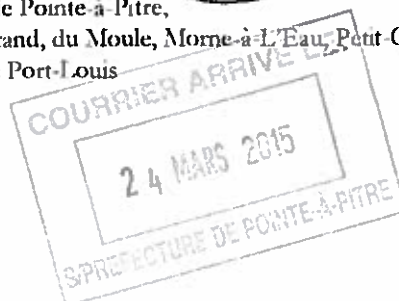
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.